L'Anarcho-syndicaliste n°71
novembre1967
Union des Anarcho-Syndicalistes

NE PAS DESESPERER ...

Le grand remue-ménage du capitalisme continue. Voici quelques titres relevés dans *"L'Usine Nouvelle, hebdomadaire de l'industrie"*, du 16 Novembre 1967:

- "Les concentrations doivent être menées à leur terme le plus rapidement possible, déclare M. Olivier Guichard";
- "Accord C.G.A. - Elliott - Automation dans la construction électronique";
- "Accord Richier - Hertz" (matériel de travaux publics);
- "Concentration dans les peintures et vernis";
- "Fusion de deux sociétés dans le Tarn";
- "Les regroupements se multiplient dans le conditionnement et la conservation des produits alimentaires...."

Inutile de continuer: "Reportez-vous à votre journal habituel!"

Parallèlement et par voie de conséquence, on peut y lire comme dans tous les journaux, les informations sur les licenciements et autres réductions d'horaires.

Parallèlement aussi on note "l'agitation sociale". Mais, si le capitalisme fait son ménage de façon moderne et scientifique, avec un aspirateur (bien que le patronat français soit en général retardataire), les "directions syndicales" quelles qu'elles soient, font le leur, de ménage, avec l'antique plumeau, qui déplace la poussière sans l'enlever, ces tourbillons de poussière s'appelant "arrêts de travail", "débrayages", "protestations", "pétitions," "avertissements solennels", voire les grandioses "journées d'ampleur nationale".

Est-ce à désespérer? Voyons cela, la lutte des syndicalistes révolutionnaires serait simple, ce qui ne veut pas dire facile, s'ils n'avaient comme adversaires que le capitalisme (Etat et Patronat); mais il y a:

- les bureaucraties syndicales?
- ceux des travailleurs qui font confiance et les soutiennent les bureaucrates.

Il est relativement facile de dénoncer le réformisme inefficace (ancien ou néo), la tendance à l'intégration et au conservatisme social, le mépris de la démocratie syndicale, les liens et objectifs politiques croissants, des appareils.

Il est moins facile aux travailleurs, autant aliénés, mais plus conditionnés et moins prolétarisés qu'autrefois, de comprendre que leur sort dépend d'eux et que le seul objectif valable demeure l'expropriation capitaliste ou étatique, la gestion directe des moyens de production, de la répartition, et de toutes les activités humaines collectives.

La tâche majeure des syndicalistes est donc (voir l'Anarcho-Syndicaliste n°70) la "Conquête des Syndiqués". Cette tâche discréditera, isolera, détruira le bureaucratisme syndical et en même temps, augmentera la puissance et l'efficacité des coups portés au capitalisme.

Dans cette lutte, et en dépit du recul ouvrier actuel, une évolution se dessine. A l'étranger, et notamment en Angleterre et en Belgique, et plus en plus souvent les travailleurs prennent en mains la direction de leurs actions (grèves sauvages) dont ils déterminent eux-mêmes les objectifs. En France, *"il n'est pas du tout, improbable que nous en soyons, un jour prochain aux grèves sauvages...."* écrit Guilloré, dans

la Révolution Prolétarienne de novembre; et, dans un remarquable "rapport d'activité" des métallos F.O. de la région bordelaise, le grand mouvement revendicatif de chez Dassault est ainsi caractérisé:

1°- Il s'agit d'un mouvement spontané, décidé par les travailleurs eux-mêmes, et sans qu'aucune organisation ne lance de mot d'ordre précis,

2°- Ce n'est qu'au bout de quelques jours, après plusieurs assemblées générales que les formes d'action furent clairement définies... Les travailleurs de chez Dassault font actuellement l'expérience et la démonstration que cette action de longue durée, désorganisant la production est indispensable pour faire reculer le patronat."

Ainsi, sans "mots d'ordre", sans tactique savante élaborée de l'extérieur, les travailleurs semblent retrouver les voies et les moyens et peut-être comme le montre les extraits ci-dessous, les objectifs essentiels qui conditionnent leur libération.

En dépit de tous les motifs d'insatisfaction de l'heure présente, il nous fallait redire cela, pour montrer que le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme qui en est partie intégrante, ne sont pas morts.

"Dans une économie de marché, basée sur la recherche du profit, au lieu de la recherche de la satisfaction des besoins, dans une société qui reste une société capitaliste, il est évident que l'ensemble des transformations résumées plus haut, se font contre les intérêts de la classe ouvrière, qui demeure fondalement exploitée, même si cette exploitation n'a plus matériellement le caractère dramatique qu'elle revêtait au début du siècle.

Car les travailleurs n'ont jusqu'à ce jour conquis aucun droit réel mettant en cause la propriété individuelle ou étatique des moyens de production, ou pour le moins, le contrôle de cette production.

La classe ouvrière ne possède rien, ne décide de rien, n'à rien à,dire sur les choix d'une production donnée par rapport à une autre, et sur ce point essentiel on peut dire que nous sommes aussi démunis que nos parents et grands-parents.

... Pourtant, il faut que le syndicalisme ouvrier, dépassant le stade de la simple revendication immédiate, se pose en permanence ce problème de la transformation sociale, avec comme perspective la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Plus exactement, il s'agit de redonner au syndicalisme la dimension qu'il a perdu. Celui d'élément essentiel d'une transformation sociale, par un changement complet des structures économiques actuelles.

Si cet effort, ce retour aux sources, n'est pas réalisés, nos Syndicats finiront par devenir de simples compagnies d'assurances, que quelques adhérents viennent consulter de temps en temps pour régler un léger différend avec leur employeur.

...Parler d'avenir du syndicalisme, cela revient à dire que celui-ci doit continuer à exister. Pour qu'il continue d'exister, comme force principale aux services des travailleurs, une condition essentielle doit être assurée en permanence: le maintien coûte que coûte, de l'indépendance du mouvement syndical, envers tous les pouvoirs, l'Etat, les partis, les confessions.

A une époque où le syndicalisme est de plus en plus sollicité, où les dangers d'intégration étatique se précisent, où à la C.G.T. comme à la C.F.D.T., on ne cache pas les intentions de lier les syndicats avec les partis, "dans des "programmes d'union ", le Congrès de notre Syndicat serait bien inspiré en réaffirmant avec force, que "quelle que soit l'équipe politique en place, il maintiendra sa liberté d'action totale, et s'opposera à toutes les mesures visant à subordonner l'action ouvrière à des considérations partisanes et électoralistes."

Nous donnons ci-après la partie finale de la Résolution générale du 18ème Congrès du Syndicat de la Métallurgie "Force Ouvrière" région Bordelaise, qui font suite aux considérations précédentes.

"Les délégués du 18ème Congrès du Syndicat de la Métallurgie "FORCE OUVRIERE" de la région bordelaise, réunis les 28 et 29 Octobre 1967, ont examiné la situation économique et sociale, et défini à nouveau les revendications que le syndicat défendra, et pour lesquelles il invite les travailleurs à agir.

Sur la situation économique et sociale, le Congrès constate que les conditions de vie et de travail des métallurgistes, continuent de se dégrader progressivement.

Le pouvoir d'achat diminue, la hausse des prix n'est pas compensée, il s'en faut de beaucoup, par les augmentations de salaires, parcimonieusement octroyées par le patronat. Même dans les entreprises, où la lutte des travailleurs, quelquefois dure, comme ce fut le cas chez DASSAULT, a permis, un relèvement

substantiel des salaires, ces avantages sont remis en cause par l'évolution des prix.

Les récentes ordonnances gouvernementales, notamment en matière de Sécurité Sociale, aggravent encore cette détérioration du niveau de vie des travailleurs.

La Sécutité de l'emploi n'est plus assurée: les fusions, concentrations, regroupement ou reconversion d'entreprises, encouragées par l'Etat, s'accompagnent généralement de licenciements massifs et de fermeture d'entreprises.

Les conditions de travail s'aggravent: la recherche d'une meilleure rentabilité, se traduit en fait sous le couvert de rationalisation, de réorganisation, par l'accélération des cadences de travail, le renforcement de la discipline et de nombreuses atteintes aux libertés syndicales.

Les avantages acquis sont constamment remis en cause.

Cette situation est la conséquence directe des options économiques du Pouvoir et du Patronat, dans le cadre du 5ème Plan visant à rendre compétitive l'industrie de ce pays, dans la concurrence de plus en plus âpre que se livrent les différents groupes capitalistes, pour l'écoulement des produits, la conquête et le contrôle des marchés.

Les travailleurs sont toujours les premières victimes de cette politique, c'est pourquoi les délégués au Congrès n'ont pas manqué de préciser à nouveau les revendications prioritaires et urgentes.

L'augmentation des salaires réels s'impose dans l'immédiat pour tous les salariés, horaires et mensuels. Mais le Congrès mandate la Commission Administrative pour qu'elle porte une attention particulière aux bas salaires, aux catégories les plus défavorisées: le barème de ressources de la Convention Collective doit être relevé d'importance, pour qu'il devienne une véritable garantie, notamment en cette période de sous emploi.

Le Congrès engage, également, les sections syndicales à insister pour que dans les entreprises, dans toutes les discussions concernant la révision des grilles de salaires, des efforts soient faits, afin d'éviter la multiplication des catégories, et pour qu'au contraire, il soit procédé à la simplification de ces grilles.

Le refus de tout licenciement, tant qu'un reclassement n'est pas assuré, sans déqualification professionnelle, et avec le maintien de tous les avantages acquis, doit être l'une des revendications essentielles.

Le Congrès décide que dans les actions du Syndicat, une place importante soit accordée à la diminution de la durée du travail sans diminution de ressources. Les progrès des techniques, la rationalisation des méthodes de travail la poussée démographique, la nécessité pour les travailleurs de disposer de davantage de temps pour la culture et les loisirs, dont des motifs plus que suffisants pour que cette diminution de la durée du travail devienne une réalité.

D'autre part, le syndicat engagera une campagne d'explication et d'information pour dénoncer la pratique abusive des heures supplémentaires, car cette pratique est néfaste pour les travailleurs, elle fausse le problème du pouvoir d'achat, et elle est plus particulièrement injustifiée à une période où de nombreux salariés sont au chômage.

L'amélioration de la Convention Collective reste également une des préoccupations majeures des Métallurgistes F.O. Ils accentueront leur pression auprès de la Chambre patronale pour que les discussions aboutissent rapidement, notamment pour l'accord maladie, le paiement de tous les jours fériés, ainsi que sur toutes les autres propositions syndicales maintes fois renouvelées .

Pour l'aboutissement de toutes ces revendications, le Syndicat de la Métallurgie F.O. ne négligera aucune possibilité de discussion. Mais il n'hésitera pas, comme il l'a déjà fait, à appeler les travailleurs à l'action et précise que les formes de cette action devront être suffisamment importantes, si le patronat refuse d'accorder satisfaction par la négociation.

En effet, les actions trop limitées, souvent récupérées par les heures supplémentaires, ne gênent en rien le patronat, dans la mesure où elles n'affectent pas la production.

Le 18 ème Congrès réaffirme l'attachement des Métallurgistes F.O. aux principes de l'indépendance syndicale, condition essentielle de son efficacité. Il s'oppose par conséquent a toutes formes d'intégration à l'Etat. Ils affirment que le mouvement syndical ne saurait, sous aucun prétexte, lier son sort à celui de formations politiques, quelles qu'elles soient.

Le 18ème Congrès proclame sa volonté de défendre la liberté, toutes les libertés, et salue les travailleurs, qui, dans de nombreuses régions du monde, luttent dans des conditions parfois dramatiques, contre les régimes d'oppression".

Cette résolution nous paraît particulièrement nette tant en ce qui concerne les revendications immédiates que les objectifs plus généraux.

REVENDICATIONS CHEZ SCHNEIDER, AU MANS:

En plus des revendications contre les ordonnances, les travailleurs de chez Scneider présentaient un certain nombre de revendications qui leur étaient propres:

- suppression des licenciements, - garantie de l'emploi,
- augmentation de 10% des salaires, - le 13ème mois pour tous,
- augmentation de la prime de fin d'année et de l'indemnité de transports.

Après quelques débrayages au cours desquels la route d'Angers fut coupée, la direction proposa 6% d'augmentation. Les négociations échouèrent.

Survint la violente manifestation du 10 octobre. Surpris par les réactions violentes de la classe ouvrière, le préfet, dès le 14, intervint dans le conflit Schneider. Convoquant les délégués syndicaux et la direction, il imposa presque un protocole d accord:

- augmentation de 5,5% qui vient s'ajouter aux 2% obtenus en juin dernier,
- le personnel licencié n'ayant pas été reclassé voit son préavis prolongé jusqu'au premier janvier prochain,
- l'indemnité de transports est augmentée de 10 %,
- la prime de fin d'année pour le personnel horaire (les mensuels ont droit au 13ème mois) représentera les dix douzièmes du salaire mensuel,
- engagement de la direction de ne pas prendre de sanctions pour faits de grève.

MONSEIGNEUR EST INQUIET...

Il s'agit de Mgr Melder Camara de Recife, au Brésil: *"Il y a tant d'égoisme, d'immoralité que l'on croit assister à un suicide collectif d'une classe sociale bourgeoise; ce serait une grande erreur de croire qu'une fois épuisée la patience des masses il sera encore possible de les contenir";* et il ajoute: *"...seule l'action sociale de l'église pourrait faire échec a une éventuelle révolution violente dans le Nord-Est du Brésil"* ("Le Monde " du 27-10-67).

Prendre en charge la partie de la bourgeoisie la plus rétrograde, n'est-ce pas la tactique de nos chrétiens modernistes, de la CFDT ou d'ailleurs?

MENACES...

C'est en plein milieu d'un film policier que les téléspectateurs anglais ont vu s'inscrire, samedi soir18 novembre, en grande lettres blanches, nous dit-on, les mots: *"la livre est dévaluée de 14,3%"*. Le film s'est ensuite poursuivi... le fait se trouve placé dans une atmosphère symbolique: les brigands capitalistes viennent de perpétrer leur mauvais coup... Nous apprenons en même temps que le taux de l'escompte est porté de 6,5 à 8%, que la prime à la main d'oeuvre que le gouvernement accordait aux industriels est supprimée...

Ces faits, parmi d'autres, concrétisent une crise économique provoquée par le désordre de la production engendré par le système capitaliste.... Les travailleurs en feront les frais comme ils souffrent du détournement des fruits de leur travail par les tigres des banques et des affaires aidés par les technocrates qui, soi-disant, organisent...

Nous ne sommes pas des gens qui lisent assiduement les comptes-rendus financiers des entreprises, qui supputent les fluctuations des valeurs" boursières, qui transpirent sur des bilans, car nous savons que le travailleur n'y trouve point son compte. Là, se concrétise sa condition réelle de prolétaire, sans plus.

Simplicité ?... peut-être. Mais, l’exploitation en face, est-elle si compliquée? Vous les "petits" fauves: bouchers, marchands de bestiaux... Ne nous laissons pas entraîner dans le dédale du système technocratique qui ne nous concerne pas...

Le capitalisme anglais a dévalué sa monnaie. Quelle en est donc la signification simple, pour nous, travailleurs?

La livre anglaise correspond maintenant à une plus petite quantité de monnaie étrangère.

Les produits de l'économie anglaise correspondront donc à une plus petite quantité de produits étrangers. Les produits vaudront donc moins "cher" à l'étranger, pendant que les produits étrangers vaudront plus chers en Angleterre.

Il en résultera donc, pour l'Angleterre, une hausse des produits achetés (matières premières, produits alimentaires; pain, beurre, sucre, essence, laine...) et par conséquent, une hausse du coût de la vie... En revanche, ses produits se vendront mieux à l'étranger.

Le taux d'escompte ayant été relevé, l'argent rapportera davantage aux financiers mais le crédit aux humbles étant plus cher, les ventes à tempérament seront freinées. Le peuple britannique *"vivait au-dessus de ses moyens"* lit-on dans la presse bourgeoise... Il nous semble reconnaître la chanson...

Le peuple avec ses châteaux, ses voitures, ses toilettes somptuaires!

Ainsi, ventes extérieures augmentées, dette intérieure diminuée, salaires probablement bloqués, le socialiste (sic) Wilson compte donner de l'air à son capitalisme.

Les travailleurs anglais feront donc, bien sûr, les frais de l'histoire: vie plus chère, crédit plus cher, chômage accru par suite de la suppression de la prime à la main d'oeuvre accordée aux industriels amenant ceux-ci à rationaliser la production... et on sait ce que rationnaliser veut dire. En définitive, l'exploitation du prolétariat anglais se trouve accrue par ces mesures.

Mais là, ne se circonscrivent pas les conséquences de la dévaluation de la livre! Les produits anglais "plus compétitifs" ne risquent-ils pas de concurrencer dangereusement les "nôtres" sur nos marchés et les marchés internationaux? (il en est de même pour les autres pays du système capitaliste, d'ailleur) S'il ne s'agissait que du fait brut, nous ne serions guère chagrins; mais dans le système capitaliste que nous vivons, cela ne signifie-t-il pas récession économique chez nous, avec les conséquences que cela implique pour les travailleurs? Malgré l’optimisme de commande des Debré et consorts (qui eux ont déjà rationnalisé, concentré licencié, planifié l'économie, cisaillé la Sécurité Sociale... y ne serait-il pas une réplique du Vieux Lion pelé au coq rachitique et sénile autant qu'arrogant?...

On fait bon marché du prolétariat dans le beau monde du pouvoir... les rusés ont senti le vent; Danemark, Irlande, Israël... ont aussi dévalué réduisant pour eux, les conséquences de la manipulation anglaise... Les financiers porteurs de dollars deviennent méfiants, le marché de l'or s'accroît, et l'on peut se rappeler que la crise économique de 1929 débuta par une dévaluation de la livre... Toujours est-il que les travailleurs du monde entier pourraient bien payer, une fois de plus, les conséquences des désordres de l'économie concurrentielle, du profit quand les problèmes des débouchés à la surproduction se poseront ... Et chacun sait que la guerre a réglé ces conflits en chaque occasion. Par suite, la théorie selon laquelle les capitalistes étaient maintenant parvenus à maîtriser leur économie, s’avérerait-elle fausse?

Les travailleurs n’ont pas, une fois de plus, à entrer dans ces considérations; l'idée de communisme est "éculée”, selon Mr Pompidou, l'exploitation de l'homme par l'homme le serait également. Or, à l'évidence criante, il n'en est rien.

Les travailleurs britanniques accepteront-ils de faire les frais de l'incurie gouvernementalo-bourgeoise? Que feront les syndicats officiels si liés à Wilson? Jusque là, nous les avons vu essayer de contenir le mécontentement des travailleurs. Traitres aux prolétaires, les verra-t-on continuer à utiliser leurs pouvoirs

de discipline ou perdront-ils leur autorité ? Les travailleurs parviendront-ils à se réorganiser, à coordonner leurs grèves sauvages (plus d'un millier en 67) à les amplifier?

Et les travailleurs de France? Déjà nous pouvons prévoir les appels à "la solidarité nationale", devant les difficultés économiques. Les bureaucraties syndicales, refuseront-elles de dissiper cette fumée de la communauté nationale, qui obscurcit la conscience de classe des producteurs? Persévèreront-ils dans leurs "dialogues" de sourds avec "les autorités"? Mobiliseront-ils la classe ouvrière et paysanne pour son combat libérateur? Leur attitude passée et présente, nous laisse fort sceptiques.

Il reste encore des jours sombres à vivre, avant que le monde du travail ne parvienne à briser ses chaînes et à se libérer. Préparons-nous, camarades. Ne nous laissons pas abuser dans nos syndicats, par les modérateurs, ceux du "juste milieu", les réformistes de tous poils, les rebouteux des exploités qui ont perdu de vue depuis longtemps que le soleil de la liberté ne se lèverait qu'avec la destruction totale, radicale, du système d'exploitation de l'homme par l'homme. Organisons-nous et unissons nos efforts entre nous et avec nos camarades des autres Pays, contre l'ennemi commun. Détruisons le capitalisme, tous les exploiteurs, sinon demain, nous serons encore victimes.

LE CONGRES DE LA F.E.N.

"Tel qu'en lui même enfin..."

Surtout, pas de vagues, amortir les incidents et les heurts du parcours, un brin de démagogie, des solutions bien sûr "concrètes et réalistes", des apaisements sans trop de fermeté; affirmer de beaux principes, quelques promesses bien senties, mais assez vagues pour n'avoir quand même pas, en surplus, à en rendre compte; c'est ça la technique! Avec un peu de doigté, le syndicalisme fromager n'a pas forcément tout son avenir derrière lui...

Que les enseignants se plaignent de leurs conditions de travail, c'est certain. Qu'une part d'entre eux voient clairement ce que signifie la politique de la bourgeoisie, notamment dans le domaine scolaire, c'est vrai, en n'y regardant pas de trop près. Que quelques-uns comprennent le sens, de la besogne à eux dévolus, c'est possible. Mais de là à bouger sans l'aval de la direction syndicale, il y a un grand pas. En tous cas les enseignants ne bougeront pas les premiers, car ils sont en position de privilégiés, relativement aux autres travailleurs. Même si l'instabilité de l'emploi fait son apparition dans leurs rangs, il ne craignent pas vraiment pour leur salaire ou leur emploi.

Les réformistes majoritaires et cégétistes se disputent l'électorat syndiqué sans en découdre sur les problèmes de fond, et pour cause.... Leur polémique porte sur la mise en page de l'*Université syndicaliste,* tout au plus sur la "laïcité" de la C.F.D.T. ou de l'association de parents d'élèves "Dubreuil".

Pour le reste, tractations de marchands de tapis, les majoritaires cherchent la caution des cégétistes, qui de leur côté se contentent de retouches dans la rédaction des motions communes, ou de "garanties" obtenus à la tribune.

Mais l'appareil cégétiste, dont les positions dans les sections et les syndicats nationaux se renforcent, semble vouloir prendre un virage pour préparer la conquête politique de la F.E.N. D'où une dualité, sensible au Congrès, entre la "masse" cégétiste, collant à la majorité, et son appareil, rompant à la tribune l'accord fait sur des motions communes quelques semaines auparavant.

L'idée de la Manifestation Centrale à Paris, sur les problèmes de l'Enseignement et contre la Réforme Fouchet, fait son chemin à la base. C'est pourquoi Autonomes et Cégétistes en retiennent le principe. Mais un incident provoqué dans le débat laïque par l'*Ecole Emancipée*, a mis en évidence que les réformistes de tout poil ne voulaient pas s'engager fermement ni se fixer un délai. Cette manifestation, qui pour les syndicalistes-révolutionnaires s'inscrit dans une orientation de rupture avec le pouvoir, pour

les réformistes doit être une suite au Colloque du C.N.A.L. en décembre, donc s'inscrit dans une orientation de dialogue.

Ils le disent clairement, il s'agit de préparer l'après-gaullisme, les élections qui, amenant la "Gauche" au pouvoir, seront la panacée remédiant à tous les maux de la classe ouvrière. Cette fuite en avant (sic) nous a plongés dans l'An 1 de l'après-gaullisme, lorsque dans le débat pédagogique Autonomes et Cégétistes se sont théâtralement heurtés sur la durée que devra avoir la formation des maîtres.

"La déqualification? La non-formation professionnelle des remplaçants? La liquidation des EN? Les conditions de travail des maîtres et des élèves, etc. . . Les problèmes 67 en un mot".

Puisqu'on vous dit qu'il suffit que "la Gauche unie" arrive au pouvoir pour que tout aille mieux!...

En attendant, avec les nouveaux statuts - imposés par un vote bloqué - nouvelle recette du paté d'alouettes - un cheval de bureaucratisation - la direction est tranquille; le prochain Congrès n'aura lieu que dans 2 ans. Le tout étant de durer, en attendant "les lendemains qui chantent".

DES DIFFICULTES ECONOMIQUES A L'EST...

En Yougoslavie, la situation n'est pas brillante, le chômage s'accroît et aussi, corrélativement, les départs, de travailleurs pour l'étranger.

Le secteur privé, loin de régresser, fait des progrès énormes dans les secteurs de l'hôtellerie, des transports et du commerce notamment.

Voici la conclusion d'un article du "Monde" (11-11-67):
"Dans son éditorial, Politika analyse les avantages et les inconvénients de l'élargissement des droits du secteur privé. Avantages? La possibilité de fournir du travail à plusieurs centaines de milliers de personnes, ce qui est de la plus haute importance pour un pays où sévit le chômage, de réduire les départ d'ouvriers yougoslaves en Occident, d'assurer au fisc des revenus supplémentaires, d'augmenter le nombre des services rendus par les artisans à la population en améliorant en même temps leur qualité du fait de l'existence de la concurrence. Quant aux inconvénients le journal admet qu'en fin de compte il n'en voit aucun.
C'est également, semble-t-il, l'avis du gouvernement: M. Mika Spiljak, président du conseil exécutiif fédéral, déclarait récemment au Parlement que l'initiative privée ne constituait pas un danger pour l'ordre social. On dit d'ailleurs que le gouvernement a déjà préparé certaines lois en faveur de l'élargissement de l'initiative privée, et notamment une qui prévoit de porter à dix le nombre d'ouvriers qu'un particulier aurait le droit d'embaucher".

Officiellement, il y a 275.000 chômeurs). Evidemment, quand on sait que les experts évaluent à 400.000 le nombre de chômeurs prévus par suite de l'évolution des entreprises (concentrations...), on voit que les problèmes se posent avec acuité.

Même tableau en Tchécoslovaquie en ce qui concerne l'emploi: 1.300 entreprises ont été fermées en 1964-65. Et 1.400 seront fermées en 1967 d'après le plan en cours. Ce qui va entraîner 60.000 "emplois en disponibilité". Périphrase qui cache tout simplement le sens de chômeurs.

Car selon l'orthodoxie marxiste le chômage est le propre des pays capitalistes. Il n'y a donc pas de chômage en Tchécoslovaquie Cela signifie que les impératifs de la société industrielle sont les mêmes en économie capitaliste libérale et en économie capitaliste étatique, tout simplement.

Quant à la Pologne, les problèmes de l'approvisionnement du marché intérieur sont particulièrement aigus, la viande va augmenter de 16,7 % en moyenne. La mesure sera-t-elle efficace? Ou peut-on

douter car la production n'est pas assurée d'augmenter, le prix de vente seul étant augmenté. La hausse n'a pour but que de limiter la demande... aux détriments des moins bien payés parmi les travailleurs.

En fait, l'Etat a cherché à combler le déficit des exportations prévues en machines par des prélèvements sur les biens de consommation, notamment sur la viande et autres produits alimentaires. Aux ouvriers de serrer la ceinture d'un cran.

A noter que les mesures ont été différées pendant plusieurs mois car on craignait des manifestation du mécontentement ouvrier...

Ces mécontentements, les ouvriers Yougoslaves (pour en revenir à ce pays) les ont manifestés par des arrêts de travail.

Notez bien: arrêts de travail.

Pas grèves! Les ouvriers ne sauraient se mettre en grève contre eux-mêmes, ben voyons.... Mais, pourtant nul ne peut dire au juste combien de journées de travail sont ainsi perdues.

Paul Youkovitch ("Le Monde" du 3-11-67) commente ainsi le phénomène:
"....L'insuffisance des salaires est le plus souvent à l'origine des arrêts de travail. En certain cas, soit parce qu'il était évident qu'ils avaient raison, soit pour ne pas aggraver les choses, satisfaction fut donnée au grévistes à "l'amiable". En d'autres cas, il y eut des discussions animées, interminables, qui, si elles donnaient en fin de compte gain de cause aux ouvriers, n'étaient certes pas de nature à maintenir l'harmonie dans l'entreprise..."

APPEL A NOS SYMPATHISANTS ...

Depuis plusieurs années, nombreux sont les camarades qui nous soutiennent. Nous les en remercions vivement. Aujoud'hui, pour acquérir une ronéo perfectionnée, nous demandons à tous ceux qui le peuvent de nous verser 10, 20, 50 ou 100 francs. Ne pas oublier de mentionner au dos du chèque ou du mandat souscription pour la ronéo.

Que ceux qui le peuvent nous adressent aussi des listes de militants susceptibles de s'abonner à *l'Anarcho- Syndicaliste*.

Notre appel publié dans le n°70 a déjà été largement entendu. Merci à tous les amis qui nous ont ainsi donné la preuve de leur attachement.

ABONNEMENTS:

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.